

Enquête sur l'intérêt porté à la sécurité des denrées alimentaires et à la perception des risques en Suisse

Synthèse

1^{er} mars 2021

DemoSCOPE a réalisé du 9 septembre au 11 octobre 2020 une enquête sur « l'intérêt porté à la sécurité des denrées alimentaires et à la perception des risques en Suisse » pour le compte de l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV). Du point de vue méthodologique, l'enquête a été menée en appliquant un mode de collecte de données mixte CAWI¹/CATI² sur la base de questionnaires complétés soit par téléphone soit en ligne. Elle s'est appuyée dans sa teneur sur l'enquête Eurobaromètre 2019 sur la sécurité des aliments³, mandatée par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et réalisée entre le 9 et le 26 avril 2019 dans les États membres de l'UE, qui étaient alors au nombre de 28. L'enquête prévue par l'OSAV avait pour objet d'obtenir des informations sur des thématiques similaires, afin d'identifier la situation en Suisse et de faire des comparaisons avec les États de l'UE limitrophes. Comme l'Eurobaromètre 2019, elle visait principalement à déterminer l'intérêt général porté par la population suisse à la sécurité alimentaire, mais aussi les facteurs influençant les décisions en matière d'alimentation, les principales sources d'information sur les risques inhérents aux denrées alimentaires, les changements de comportement et les opinions concernant la complexité de la communication relative à ces risques. L'enquête devait également permettre de mieux appréhender la sensibilisation de la population aux questions liées à la sécurité alimentaire et sa perception des risques, sa confiance dans différentes sources d'information et sa compréhension du système suisse de sécurité des denrées alimentaires. Au total, 1107 personnes âgées de 15 ans et plus et résidant dans toute la Suisse ont été interrogées. L'enquête a été menée selon les normes de SWISS INSIGHTS et de l'ESOMAR.

Les principaux résultats de cette enquête sont récapitulés ci-après et comparés à ceux de nos voisins européens⁴.

Bien que la population suisse manifeste un intérêt personnel marqué pour la sécurité alimentaire, elle accorde davantage d'importance à d'autres facteurs lors de ses achats de denrées alimentaires.

- Le facteur de loin le plus important pour les personnes résidant en Suisse lors de l'achat de denrées alimentaires est leur origine (70 %). Parmi les autres aspects essentiels, on peut citer le goût (48 %) et les coûts (46 %).
- La teneur en nutriments est considérée comme légèrement moins importante (39 %), tandis que la sécurité alimentaire (33 %) et l'éthique ou les convictions/croyances (31 %), par ex. en matière de bien-être animal, de protection de l'environnement ou de religion, se voient conférer un poids comparativement moindre.
- Une part de 74 pour cent de la population suisse déclare toutefois s'intéresser personnellement à la sécurité alimentaire et deux personnes interrogées sur trois (65 %) indiquent qu'il est important pour elles d'avoir une alimentation saine. Lorsqu'elles se projettent dans dix ans, elles sont même trois sur quatre (74 %) à estimer qu'il est important de se nourrir sainement.

¹ CAWI = Computer Assisted Web Interviewing (sondage en ligne)

² CATI = Computer Assisted Telephone Interviewing (sondage par téléphone)

³ Voir le document (en anglais) *Eurobarometer 91.3, Food safety in the EU*, April 2019. Lien vers la publication : https://www.efsa.europa.eu/sites/default/files/corporate_publications/files/Eurobarometer2019_Food-safety-in-the-EU_Full-report.pdf [dernière consultation : 15.01.2021].

⁴ En l'occurrence l'Allemagne, l'Autriche, la France et l'Italie.

- Chez nos voisins⁵, c'est en Autriche que la sécurité alimentaire considérée comme un facteur déterminant pour le choix des aliments atteint un score comparable à celui de la Suisse (32 %). Les Allemands (50 %) et les Français (46 %) tendent à répondre de manière similaire à celle de l'Européen moyen (50 %), les Italiens⁶ faisant quant à eux exception (61 %).

Pour environ une personne sur dix en Suisse, la sécurité alimentaire est la principale préoccupation dans le choix des aliments.

- Un peu plus d'un dixième de la population suisse (12 %) déclare que la sécurité est le principal facteur guidant son choix des denrées alimentaires.
- Près d'un tiers d'entre elles (31 %) estime que la sécurité alimentaire fait partie de ses préoccupations lors du choix des aliments. Les personnes interrogées sont peu nombreuses (5 %) à indiquer que la sécurité ne les préoccupe pas du tout car elles considèrent que leur corps peut supporter les risques liés à la sécurité alimentaire.
- Près de la moitié (49 %) affirme partir du principe que les aliments commercialisés sont sûrs. Cette opinion est nettement plus répandue en Suisse alémanique que dans les autres régions linguistiques.
- À titre de comparaison avec les pays voisins, la sécurité constitue la principale préoccupation des personnes interrogées lors du choix des aliments pour 13 pour cent des Autrichiens, 16 pour cent des Allemands, 24 pour cent des Italiens et 25 pour cent des Français. Les personnes résidant en Suisse affichent donc sur ce point un comportement similaire à celui des Autrichiens.

La population suisse est très sensibilisée aux questions de la sécurité alimentaire. Les trois sujets de préoccupation les plus fréquemment cités sont les antibiotiques, hormones ou stéroïdes dans la viande, les résidus de pesticides et les polluants environnementaux.

- Les thématiques en lien avec la sécurité alimentaire sont très bien connues de la population résidant en Suisse. Sept personnes interrogées sur dix (69 %) ont déjà entendu parler de huit au moins des 15 sujets cités. Près de deux cinquièmes d'entre elles (39 %) connaissent même douze de ces 15 thématiques au moins. Par comparaison, les Européens sont 55 pour cent à avoir entendu parler de huit au moins des 15 sujets cités. La sensibilisation à la sécurité alimentaire de la population en Suisse est donc supérieure à la moyenne comparée à celle de l'Europe.
- Les principaux sujets de préoccupation des personnes interrogées sont les résidus d'antibiotiques, d'hormones ou de stéroïdes dans la viande (62 %), puis les résidus de pesticides dans les aliments (56 %) et enfin les polluants environnementaux dans le poisson, la viande ou les produits laitiers (43 %). Un peu plus d'un tiers (34 %) de la population suisse déclare s'inquiéter des additifs tels que colorants, conservateurs ou

⁵ Voir le document (en anglais) *Eurobarometer 91.3, Food safety in the EU*, April 2019. Lien vers les fiches d'information de l'Allemagne, de l'Autriche, de la France et de l'Italie qui ont été utilisées : <https://www.efsa.europa.eu/fr/corporate/pub/eurobarometer19> (dernière consultation : 15.01.2021). Toutes les autres références et comparaisons avec les pays voisins de la Suisse se réfèrent à cette source.

⁶ Il n'est renoncé à l'emploi de l'écriture inclusive que pour permettre une meilleure lisibilité du texte. Toutes les désignations de personnes incluent donc toute la diversité des identités de genre.

arômes utilisés dans les aliments ou les boissons et par les microplastiques retrouvés dans des aliments.

- Moins de la moitié des personnes interrogées (45 %) pense que les produits alimentaires sont pleins de substances nocives.
- Les trois sujets considérés comme les plus préoccupants en Suisse en lien avec les aliments sont globalement les mêmes que ceux de l'enquête Eurobaromètre 2019. Dans l'ensemble, les pourcentages sont toutefois plus faibles : les Européens sont préoccupés à 44 pour cent par les antibiotiques, hormones et stéroïdes dans la viande, à 39 pour cent par les pesticides et à 37 pour cent par les polluants environnementaux.

Les trois principales sources d'information sur les risques alimentaires des personnes résidant en Suisse sont la télévision, les journaux et magazines et Internet (à l'exclusion des réseaux sociaux).

- Plus de la moitié de la population suisse indique que la télévision (56 %), les journaux et magazines (54 %) et Internet, hors réseaux sociaux (53 %), constituent leurs principales sources d'information sur les risques alimentaires. Elles sont suivies par la famille, les amis et les voisins (45 %), la radio (31 %) et les revues professionnelles (27 %). Les réseaux sociaux sont cités comme principale source d'information par un quart des personnes interrogées (25 %).
- En Suisse, les jeunes mentionnent plus fréquemment les réseaux sociaux que les personnes plus âgées (49 % dans la tranche d'âge des 15 à 24 ans contre 16 % chez les plus de 55 ans) ainsi que d'autres sources d'information sur Internet (64 % contre 40 %). Les seniors citent plutôt la télévision (68 % des plus de 55 ans, contre 33 % des 15 à 24 ans), les journaux et magazines (69 % contre 34 %) et la radio (39 % contre 17 %).

Les trois quarts de la population suisse ont changé leur comportement de consommation suite à des informations lues ou entendues à propos de risques alimentaires.

- Trois quarts de la population résidant en Suisse (76 %) déclarent avoir changé leur comportement de consommation suite à des informations lues ou entendues à propos d'un risque alimentaire. Concrètement, 45 pour cent ont changé définitivement leur comportement de consommation et 31 pour cent de façon temporaire.
- Les changements définitifs du comportement alimentaire sont plus fréquents chez les femmes (51 % des femmes contre 39 % des hommes), les personnes âgées de 40 ans et plus (53 % des quadragénaires et plus contre 21 % des 15 à 24 ans) et celles ayant un niveau d'instruction élevé (54 % contre 29 % des personnes moins instruites).
- Une comparaison tant globale avec les 28 pays de l'UE (66 %) que directe avec les États voisins (Allemagne : 75 % / Autriche : 62 % / France : 69 % et Italie : 61 %) fait apparaître que c'est en Suisse (76 %) et en Allemagne (75 %) que les informations sur les risques alimentaires exercent la plus forte influence sur un changement définitif ou temporaire du comportement de consommation.

En Suisse, les scientifiques et les associations de consommateurs sont considérés comme les sources d'information les plus fiables sur les risques alimentaires.

- Ce sont aux associations de consommateurs (86 %) et aux scientifiques (83 %) que les personnes résidant en Suisse font le plus confiance quand il s'agit d'obtenir des informations sur les risques alimentaires. Ils sont suivis des institutions suisses (80 %), des autorités nationales (80 %), des agriculteurs (69 %) et des organisations non gouvernementales (53 %).
- Moins de la moitié des personnes interrogées déclarent qu'elles font confiance aux supermarchés et restaurants (46 %), aux journalistes (41 %), aux industries alimentaires (28 %) et aux célébrités, blogueurs et influenceurs (7 %).
- Les scientifiques (82 %) et les associations de consommateurs (79 %) sont également les deux sources d'information considérées comme les plus fiables par les Européens.

La conscience de l'existence et du bon fonctionnement du système national de sécurité alimentaire est bien ancrée en Suisse.

- Plus de sept personnes sur dix résidant en Suisse (72 %) savent que l'administration fédérale s'en remet aux avis des scientifiques experts pour décider du degré de risque que représente la consommation d'un aliment.
- Deux personnes interrogées sur trois (67 %) déclarent que des réglementations sont en place pour garantir que les aliments qu'elles consomment sont sûrs.
- Près de la moitié d'entre elles (48 %) savent que l'administration fédérale dispose d'une institution distincte qui émet des avis scientifiques sur la sécurité alimentaire.
- Par rapport à ses pays voisins (Allemagne : 49 % / Autriche : 42 % / France : 36 % et Italie : 32 %) aussi bien qu'à la moyenne européenne (43 %), la Suisse obtient de meilleurs résultats en termes de connaissance des réglementations (67 %) et de fonctionnement général du système de sécurité alimentaire.

Pour la majorité de la population suisse, le coronavirus n'exerce aucune influence sur la perception de la sécurité alimentaire.

- Trois personnes résidant en Suisse sur quatre (75 %) indiquent que leur perception de la sécurité alimentaire n'a pas changé depuis le début de la pandémie liée au coronavirus. Un bon cinquième d'entre elles (22 %) estime que leur perception de la sécurité alimentaire a été influencée depuis la première vague de la pandémie.